

Mandats impératifs

par Nicolas Baverez

L'histoire retiendra que, le 6 mai 2007, les Français ont repris leur destin en main et engagé, après l'avoir différée depuis 1989, l'adaptation de la France à la nouvelle donne issue de la mondialisation et de l'après-guerre froide.

Avec 31,1 % des voix et une participation de 85 % au premier tour, puis 53 % des voix au second tour, les Français ont émis un vote d'adhésion en donnant à Nicolas Sarkozy une solide base politique pour conduire les réformes. Les facteurs décisifs de sa victoire sont à chercher, d'une part, dans la cohérence et l'innovation de son projet, fruit de la rénovation de la doctrine de l'UMP, d'autre part, dans sa crédibilité reconnue pour exercer la fonction présidentielle. Les cinq conditions requises pour moderniser le pays sont donc réunies : l'acceptation des réformes par l'opinion, un mandat clair des citoyens, un projet politique fondé sur la rupture, une forte capacité de leadership, un gouvernement et une majorité stables, car les Français ne se déjugeront pas lors des législatives.

Nicolas Sarkozy se trouve ainsi face à une responsabilité majeure. Il a indiqué à juste titre qu'il voulait tout dire avant pour tout faire après. Il a promis qu'il ne trahirait ni ne décevrait ses électeurs. Il va devoir agir vite et fort. Pour devenir l'homme de la nation et de son temps, Sarkozy n'a d'autre choix que de devenir le président de la modernisation française, à l'image de ce que fut le chancelier Schröder pour l'Allemagne.

Le quinquennat de Nicolas Sarkozy se jouera donc autour du redressement. L'année 2007 sera déterminante, qui devra fixer les grandes orientations dans trois domaines. D'abord, la réinvention d'un modèle français apte à générer une croissance forte et à renouer avec le plein-emploi, ce qui passe par la mise en place d'une stratégie de l'offre et par la réforme de l'Etat associant productivité des services publics et désendettement. Ensuite, le recouplage de l'autorité et de la responsabilité dans les institutions de la V^e République grâce au renforcement des pouvoirs du Parlement, à la transformation de la justice en pouvoir à part entière, au contrôle des nominations, tous éléments indispensables pour rompre avec la corruption et le népotisme des années Mitterrand-Chirac. Enfin, la sortie de la crise européenne née du rejet du projet de Constitution, la réintégration de la France dans le concert des démocraties, la refondation de la politique extérieure et de défense.

Au sortir de l'élection, Nicolas Sarkozy dispose d'une légitimité incontestable. Il devra cependant tran-

cher plusieurs dilemmes. Le premier touche à la clarification de la stratégie économique, qui devra opter en faveur de la ligne réformatrice et d'une insertion résolue dans la mondialisation et le grand marché, contre les tentations étatistes, protectionnistes ou corporatistes : il est ainsi vital d'exclure toute forme d'indexation des salaires sur les prix, aussi ravageuse pour la compétitivité que les 35 heures et incompatible avec la monnaie unique. Le deuxième concerne la composition du gouvernement et les nominations dans la fonction publique, qui devront privilégier d'emblée le mérite et la compétence sur les allégeances ou la révérence. Le dernier porte sur la réconciliation du nouveau président avec la partie de la France qu'il inquiète et qui, à tort ou à raison, s'est mobilisée contre lui, notamment au sein de la jeunesse et dans les banlieues.

NICOLAS SARKOZY N'A D'AUTRE CHOIX QUE DE DEVENIR LE PRÉSIDENT DE LA MODERNISATION FRANÇAISE, À L'IMAGE DE CE QUE FUT LE CHANCELIER SCHRÖDER POUR L'ALLEMAGNE.

L'ouverture doit être politique, mais aussi sociale et civique. D'où l'importance de la méthode, qui doit concilier l'exigence de l'action et la culture du résultat avec le travail de conviction. D'où la nécessité d'un équilibre entre les domaines où le gouvernement devra agir seul et vite et ceux où la négociation devra primer : avec les syndicats en matière de démocratie sociale, avec les collectivités territoriales pour endiguer l'envo- lée des dépenses locales, avec nos partenaires européens pour relancer l'intégration du continent.

À gauche également, rien ne sera plus comme avant cette défaite qui conclut une élection a priori imperdable. Ségolène Royal a restauré l'honneur et la capacité de mobilisation de la gauche, sans parvenir à surmonter son double déficit en termes de crédibilité du leadership et de cohérence d'un programme plombé par l'archaïsme économique et social du projet socialiste. En tout état de cause, elle a créé les conditions de l'aggiornamento du PS, en faisant exploser les tabous sur l'impossibilité d'un positionnement social-démocrate et de l'union avec le centre. L'acte de décès de l'union de la gauche et de son avatar, la gauche plurielle, oblige à envisager un accord avec une partie du centre. Autant de changements qui s'effectueront au travers d'un affrontement féroce pour le leadership du Parti socialiste, voire une compétition avec François Bayrou pour la conduite de l'opposition face à Nicolas Sarkozy.

Au nouveau président comme à ses opposants, l'élection de 2007 impose une nouvelle éthique politique faite d'engagement, de responsabilité et de cohérence. Là est la rupture la plus profonde. Tout le mérite en revient aux Français ■